

Lutte contre les changements climatiques

Le leadership climat du Gabon réaffirmé au Maroc

I. M'B.
Libreville / Gabon

Le Gabon a pris part, fin mai 2015, à Skhirat au Maroc, en tant qu'invité de marque, à la rencontre sur le processus de négociation relatif aux préparatifs de la COP 21 sur les changements climatiques. Près de 700 délégués sont venus participer à cette "conférence nationale de présentation de la contribution prévue déterminée". Une occasion pour le ministre Nelson Messone de réaffirmer le leadership du Gabon.



Photo : MZM

Le ministre de l'Environnement Noël Nelson Messone.

LE but de la rencontre or-

ganisée en collaboration avec l'Union pour la Méditerranée (UPM) était d'échanger, d'une part, autour de l'état d'avancement d'élaboration des contribu-



Photo : Etienne Mounoumoulossi

La forêt avoisinant le bail du parc national de l'Ivindo séquestre le carbone.

tions prévues déterminées au niveau national et, d'autre part, sur les éléments constitutifs du nouvel accord sur le climat, prévu pour adoption à Paris. Ce fut l'occasion pour la ministre déléguée du Maroc, chargée de l'Environnement, Hakima El Haite d'annoncer les contributions du royaume chérifien, qui devient ainsi le deuxième pays africain, après le Gabon, à honorer cet engagement, dans la perspective de la COP 21. Le Maroc s'est engagé à réduire, d'au moins 13%, ses émissions de gaz à effets de serre (GES), à l'horizon 2030 par rapport à 2010. Cette annonce faite en pré-

sence du Premier ministre, chef du gouvernement marocain, Abdelilah Benkirane, traduit l'engagement du Royaume de faire partie des meilleurs contributeurs à l'effort de lutte contre le réchauffement climatique, en vue de réduire les GES à l'horizon 2030. Au cours des échanges de Skhirat, le ministre gabonais de l'Environnement, Noël Nelson Messone, a partagé l'expérience du Gabon, premier pays africain à remplir les conditions de date, d'heure et de quantification de sa contribution. C'est, en effet, le 1er avril 2015 que le Gabon a officialisé sa contribution. Elle prévoit une réduction

d'au moins 50 % de ses émissions de gaz à effet de serre sur la période 2010-2025 (par rapport à 2000), avec possibilité de poursuivre l'action jusqu'en 2030, voire 2050. Précisons que ce plan n'intègre pas les étendues forestières gabonaises, qui ont une forte capacité de stockage de carbone. Cette contribution prévoit la possibilité de définir, d'ici à la COP 21, des objectifs additionnels pour 2030, voire 2050. Commentant la contribution du Gabon, le ministre français des Affaires étrangères avait estimé que cette perspective de long terme est importante pour que la Conférence de Paris amorce une transition vers une économie mondiale sobre en carbone et plus résistante aux impacts du dérèglement climatique. Notons que sur les 195 pays ou parties de la convention-climat, moins de 40 ont, à ce jour, annoncé leur contribution en temps et en heure. Les contributions nationales des pays peuvent s'engager dans deux voies différentes, ou choisir ces deux voies à la fois : l'atténuation et l'adaptation.

Petit angle

Contributions : les conséquences d'un retard des pays africains

I. M'B.
Libreville / Gabon

D'ICI le 1er octobre 2015, date-butoir du dépôt des contributions, si les pays africains ont effectivement honoré les leurs, cela donnerait une certaine force morale face aux grands pollueurs et une attitude de devoir accompli, et renverrait dos au mur les pays pollueurs, en les obligeant à remplir leurs obligations, notamment, accélérer la capitalisation du Fonds vert. L'atténuation fait référence aux mesures de réduction des émissions de gaz à effets

de serre, axe privilégié par les pays industrialisés, qui figurent parmi les plus gros émetteurs de la planète. L'adaptation englobe les politiques visant à réduire les effets déjà perceptibles du dérèglement climatique. Par souci de transparence et d'équité entre les États, le secrétariat de la convention-cadre s'est engagé à publier chaque contribution sur son site Internet. Toutefois, de nombreux pays, d'Afrique particulièrement, rencontrent des difficultés à planifier leurs engagements. L'exercice est relativement nouveau et requiert des objectifs énergétiques clairs et des coûts d'investissement précis. Une technicité que beaucoup d'États n'ont pas.

Programme de formation "Train my generation-Gabon 5000"

Des stages rémunérés pour les meilleurs à Airtel Gabon

MZM
Libreville

PRÉSENT au Gabon dans le cadre du 15e colloque mondial des régulateurs (GSR 2015), le directeur général d'Airtel Afrique, Christian De Faria, s'est rendu, lundi dernier, au centre "Train my generation-Gabon 5000" de l'Institut africain d'informatique (IAI), afin de s'imprégner de l'effectivité du projet. Accompagné du partenaire au projet l'Unesco, à travers son représentant au Gabon, Mamadou Kanté, et du directeur général d'Airtel Gabon, Hervé-Olivier Njapoum, le directeur général d'Airtel Afrique a annoncé que les meilleurs apprenants du programme "Former ma génération" seront admis à un stage professionnel rémunéré de 6 mois au sein d'Airtel Gabon. « Après le stage des jeunes formés, on verra si on peut les aider à développer leurs propres entreprises, afin qu'ils puissent démarrer une vie active dans les conditions adéquates. Au regard de l'engouement suscité par



Photo : MZM

Christian De Faria, directeur général d'Airtel Afrique (g) et les représentants de l'Unesco et d'Airtel Gabon.

cette initiative, nous pensons déjà à la possibilité d'étendre la capacité des participants de 5000 à plus. Nous prendrons la décision au fil la formation», a indiqué le responsable d'Airtel Afrique. Pour sa part, le représentant Unesco du projet, Mamadou Kanté, a dit sa fierté à l'idée de conduire ledit programme de formation. « Une jeunesse bien formée servira au mieux son pays. Certes, il n'y a aucune garantie d'emploi au sortir de cette formation. Mais celle-ci dopera les compétences individuelles de chaque participant en matière d'informatique. Ce qui est un plus, vu le contexte actuel dans lequel nous évoluons, où tout ou presque, est relié aux

TIC», a souligné le représentant de l'Unesco. Fruit du partenariat entre l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et la société de téléphonie mobile Airtel Gabon SA, le programme "Former ma génération - Gabon 5000" Train my generation, lancée en avril 2013 à l'issue du New York forum africa, a l'ambition de former 5000 jeunes Gabonais et Gabonaises aux technologies de l'information et de la communication pendant une période de 3 ans. Cette initiative permet de réaliser la vision du président de la République gabonaise d'une formation qualifiante pour la jeunesse africaine.

Communiqué de presse

Le 10 juin 2015,

La Société beIN MEDIA GROUP LLC, propriétaire des Chaînes beIN SPORTS, s'associe avec CANAL+ AFRIQUE pour lutter contre la reprise illicite de leurs chaînes au Gabon.

Les chaînes appartenant au groupe beIN MEDIA GROUP LLC ne détiennent aucun droit de diffusion de la COPA AMERICA 2015, quels que soient le mode et la langue de diffusion, au Gabon. Par conséquent, aucun opérateur ne peut diffuser la COPA AMERICA 2015 via les Chaînes beIN SPORTS, quels que soient le mode et la langue de diffusion au Gabon.

La société beIN MEDIA GROUP LLC rappelle à cette occasion qu'elle n'a autorisé aucun opérateur de télévision à distribuer les Chaînes beIN SPORTS au Gabon, ces chaînes assurant notamment la retransmission des matchs des compétitions sportives de football suivantes : la Ligue 1, l'UEFA Champions League et Europa League, la LIGA, la Série A, la Bundesliga.

Dès lors, toute diffusion des chaînes beIN SPORTS au Gabon constituera un acte de piratage au titre duquel la société beIN MEDIA GROUP LLC se réserve le droit de poursuivre ledit opérateur sur le plan judiciaire.

Telephone	فون	Fax	فاكس	P.O. BOX 25231	صندوق بريد	Web	الموقع الإلكتروني
+974 44577777		+974 44577344		Doha - QATAR	الدوحة - قطر	www.beinsports.net	